



# PRENDRE LES CHOSES PAR LE BON BOUT!

**L**e 16 octobre dernier se tenait la conférence sociale voulue par le président de la République. Photo de famille? Exercice de communication? Tentative des pouvoirs publics de se racheter une conduite? C'était sans doute un peu tout cela à la fois, FO n'est pas dupe, mais c'était surtout l'opportunité de rappeler nos revendications sur les salaires et le pouvoir d'achat et sur la conditionnalité des aides publiques versées aux entreprises. L'opportunité de prendre les choses par le bon bout!

Depuis l'année dernière, FO explique que les travailleurs ne demandent pas l'aumône et que c'est avec le salaire qu'ils remplissent le frigo. Les chèques pour l'alimentaire, chèques énergie, chèques carburant ont été utilisés. Soit! Mais ils ne sont pas des solutions pérennes à la question du pouvoir d'achat, notamment lié à une inflation galopante qui touche tous les salariés, dans public comme dans le privé.

Les économistes qui s'offusquent de la spirale inflationniste « salaires/prix » doivent revoir leur doctrine. Là encore, prendre les choses par le bon bout! Depuis près de deux ans, ce n'est pas la hausse significative des salaires qui a contribué à l'augmentation des prix. Ce sont les comportements de marge des entreprises! C'est à une boucle prix/profit que nous assistons, en France comme dans le reste de l'Europe.

Nous avons donc déposé nos revendications : hausse du Smic, échelle mobile des salaires, égalité salariale. Dans la fonction publique, nous aurions souhaité que l'État employeur montre l'exemple. Prendre les choses par le bon bout, c'est aussi revoir les allègements de cotisations dont la facture budgétaire dérape d'année en année au détriment des comptes de la Sécurité sociale, c'est encore conditionner les aides publiques aux entreprises, versées sans contrôle ni contrepartie

Sur ce point, la porte est ouverte. Sur les minima de branches en dessous du Smic, les branches seront convoquées par le ministère du Travail « pour qu'elles s'expliquent sur leur retard ». En l'absence de progrès, le gouvernement menace de revoir le mode de calcul de leurs exonérations pour en réduire le montant. Plus généralement, sur les allègements de cotisations sociales, est annoncée une mission d'experts pour aller vers plus d'efficacité et de transparence. Ce sera l'occasion de mettre enfin sur la table tout ce que l'État distribue aux entreprises.

Nous avons enfin redit que le dialogue social doit retrouver un nouvel élan, nous avons redit nos attentes sur l'autonomie des interlocuteurs sociaux et la retranscription fidèle des accords interprofessionnels. Nous avons obtenu une victoire syndicale avec la suspension de l'article 39 du PLFSS par le ministre du travail. Cet article prétendait transposer l'accord que nous avons signé au printemps sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, avec le risque d'une forte réduction de l'indemnisation des salariés en cas de faute inexcusable de l'employeur. Nous devons nous remettre autour de la table, nous interlocuteurs sociaux, pour trouver une solution.

Nous avons également obtenu une victoire à la suite de la signature de l'accord national interprofessionnel sur les retraites complémentaires. Le gouvernement a enfin renoncé à ponctionner les réserves de l'Agirc-Arrco. Prendre les choses par le bon bout, c'est aussi laisser les interlocuteurs sociaux discuter et négocier des accords, c'est préserver et développer la place du paritarisme pour la gestion de la protection sociale collective solidaire, dans toutes ses dimensions (santé, retraite, Assurance chômage, formation professionnelle, logement...), qui est elle-même mise en cause depuis de trop nombreuses années.

*Le dialogue social  
doit retrouver  
un nouvel élan*

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : [www.force-ouvriere.fr](http://www.force-ouvriere.fr)